



Nos éditoriaux de la semaine

La roue va tourner *Par Jacques Guillemain*

La France est une terre chrétienne depuis 1500 ans qui ne sera jamais musulmane. Dans le cœur des patriotes, rien n'a changé depuis Charles Martel. La France ne troquera pas ses 45 000 églises contre des mosquées.

La France est le pays des grandes cathédrales, pas des minarets.

Bien sûr, la lâcheté des dirigeants français et leurs renoncements permanents peuvent encore donner l'illusion aux islamistes qu'ils sont en pays conquis et qu'ils ont d'ores et déjà gagné la guerre qu'ils mènent contre la République.

Voilà maintenant 30 ans que notre peuple, qui a derrière lui des siècles de grandeur, se comporte en vaincu, courbant l'échine et se pliant à toutes les trahisons, tous les renoncements, toutes les compromissions de ses élites, totalement soumises à un islam toujours plus conquérant, dominateur, sexiste, raciste et antisémite.

Trente années de résignation sous la dictature du politiquement correct.

Alors on comprend que les islamistes pavoisent et fanfaronnent, face à tant de lâchetés des politiques, qui bradent le pays en croyant acheter leur tranquillité.

Et quand un islamiste voit le Saint-Père embrasser le coran pendant que l'EI égorge les chrétiens d'Orient, comment ne pas se sentir invincible face à un Pape aussi soumis ?

Mais la roue va tourner.

La roue va tourner parce que la majorité des musulmans de France ne veulent pas de cet islam barbare qui entend remplacer la Constitution, le Code civil, le Code pénal et toutes les lois républicaines par le coran.

Qu'on les appelle modérés ou apostats, peu importe, ces musulmans seront dans le camp républicain.

La roue va tourner parce que les Français vont enfin comprendre que l'avenir de leurs enfants est gravement menacé.

La roue va tourner parce qu'ils vont réaliser qu'ils ont été anesthésiés et manipulés par des élites machiavéliques, qui les ont abreuvés de chiffres truqués et de mensonges pour imposer leur illusoire société multiculturelle paradisiaque.

La roue va tourner parce que les Français ne supportent plus de voir leur pays défiguré par les bidonvilles et gangrené par une insécurité exponentielle.

La roue va tourner parce que le tsunami migratoire est tel que les coûts financiers démentiels de l'immigration vont entraîner la France, déjà ruinée, vers une insupportable tiers-mondisation qui poussera le peuple à la révolte.

Et ce jour là le réveil sera brutal, contraignant les dirigeants poltrons à agir.

Il y aura une reconquête des banlieues pour neutraliser les milliers d'armes de guerre qui dorment dans les caves, attendant l'heure de l'insurrection islamiste.

Il y aura une reconquête des quartiers abandonnés à la loi des barbus et des caïds, qui terrorisent les populations et notamment les femmes acculées à la soumission.

Les frontières seront fermées avec des peines sévères pour les clandestins.

Toutes nos lois sur le droit du sol, la double nationalité, l'accession à la nationalité française, la double peine pour les délinquants étrangers, la perte de droits sociaux pour les délinquants multirécidivistes etc. seront repensées et durcies.

La chasse aux islamistes et aux mosquées salafistes sera une réalité.

Le politiquement correct sera jeté aux oubliettes et la défense de notre identité et de notre patrimoine culturel sera la nouvelle priorité.

Le patriotisme, traîné dans la boue depuis 30 ans, reprendra ses droits.

La France ne sera plus le sanctuaire des islamistes et des clandestins.

Comme le disait Ivan Rioufol dans une de ses tribunes : à ceux qui dorment, dire ceci : "La France n'échappera pas à l'épreuve de force que l'islam colonisateur lui impose. De cette confrontation, la démocratie doit sortir victorieuse".

Et qu'on ne nous dise pas que cette politique de fermeté vis à vis des islamistes nous vaudra la vindicte et les représailles des pays musulmans, qui exerceront un chantage au pétrole.

D'abord parce que c'est faux, et ensuite parce que la Russie a tout le pétrole et le gaz qu'il nous faut pour 1000 ans !

Nos éditoriaux de la semaine

Bonne et heureuse année par Christiane Chavane

Je vous souhaite tout au long de cette nouvelle année une santé inébranlable et une chance insolente.

Mais pour la prospérité, vu le nombre de taxes et charges diverses qui nous attendent au coin de la loi de finances 2018, ça va être difficile de passer entre les gouttes des pluies diluviennes d'impôts nouveaux, sauf à faire partie de la garde rapprochée des sponsors de notre pseudo-président. Pour eux, pas d'inquiétude, un programme d'optimisation fiscale sur mesure a été peaufiné dans les couloirs obscurs de Bercy. Je vous souhaite donc d'échapper au déluge, en toute légalité, cela va de soi.

Pour le reste, l'optimisme n'est pas de rigueur. Souhaiter un gouvernement réaliste, économe, démocratique, soucieux du bien-être du peuple et de sa sécurité plutôt que de celle des VIP, et garant des libertés individuelles, relèverait de la naïveté. Nous sommes gouvernés par un apprenti dictateur dont le seul objectif est de se maintenir au pouvoir qu'il a usurpé afin de satisfaire ses maîtres oligarques. Or, remplacer un dictateur n'est jamais chose facile. Après les vénézuéliens, les Iraniens sont en train de s'en rendre compte.

Le Maître du Mauvais Temps, du haut de son Olympe, vient de décider de prendre en main l'audiovisuel public. Les programmes ne seraient pas à son goût. Nous avons vaguement compris que la « diversité » ethnique était sous-représentée, entre autres choses. Il va donc lui-même choisir les programmes. Probablement écartera-t-il aussi tout journaliste qui manquerait de zèle pour louer le président.

Je ne disconviens pas de l'absence de qualité des chaînes publiques pour lesquelles nous payons une redevance. Pour améliorer les émissions je ne vois qu'une solution : privatiser. Ceux qui veulent des émissions culturelles de bonne facture paieront volontiers. Ceux qui préfèrent regarder des niaiseries ou du sport ont tout ce qu'il faut sur les chaînes privées. Qu'à la rigueur le gouvernement garde des heures d'émission pour faire passer les discours présidentiels (à petite dose) ou les communiqués officiels, voire pour organiser les campagnes électorales, pourquoi pas. Mais ceci ne doit pas donner lieu à redevance.

Brigitte se plaint d'être débordée. Rappelons-lui que nous lui avons refusé le statut de première dame, qui n'a pas lieu d'être. Son mari nous oblige à verser une somme extravagante pour qu'elle réponde à son courrier, si elle n'y parvient pas ce n'est pas notre problème.

Mais la loi qui se prépare pour lutter contre les « fake news » ou en Français « informations mensongères » est digne de la Corée du Nord. Pendant toute la campagne pestilentielle, le candidat Macron a profité de canulars et d'articles diffamatoires en provenance directe de l'Élysée pour éliminer son rival. Alors oui, les « fake news » ont bien pesé sur la campagne, mais à qui a profité le crime ?

Aujourd'hui les pires « fake news » continuent de se déverser depuis les cercles du pouvoir et des médias aux ordres de l'Élysée : chiffres du chômage falsifiés ou présentés de façon trompeuse, racontars sur une croissance qui n'existe pas, sondages biaisés... En fait si nous voulions lutter contre les « fake news » il faudrait interdire tous les grands médias et privatiser l'INSEE. Or, ce qui se prépare est ni plus ni moins qu'une surveillance des réseaux et des médias et à terme l'interdiction ou le blocage de tout ce qui ne fait pas le panégyrique du couple présidentiel.

Prochaine étape : interdire les partis d'opposition ?

Assez d'hypocrisie par Jean Schuller

Un automobiliste roule sur une autoroute à contresens, générant un accident grave et mortel.

Sa grande faute, d'après nos médias télévisuels, réside dans son âge. Encore un vieux de 69 ans, à qui il aurait fallu supprimer le permis de conduire à titre préventif !

Peu importe qu'il eût 2,2g d'alcool dans son sang !

Peu importe qu'il eût également consommé du cannabis !

Nos stars du journalisme et du showbiz ne sont-ils pas eux-mêmes les meilleurs clients des dealers de banlieues ?

Les paradis artificiels ne seraient-ils pas source d'inspiration pour les artistes et d'innovation pour les bobos de la gauche caviar ?

Les psychotropes permettent également de réaliser des performances en tout genre.

Mais ces drogues amoindrissent les réflexes. Au lieu de durcir la lutte contre leur trafic, le gouvernement a donc décidé de diminuer de 10km/h la vitesse sur les routes secondaires pour réduire la mortalité.

Nos éditoriaux de la semaine

Retour sur Champigny par Paul Turbier

Dans cette affaire, ne voir qu'un incident local quoique grave est faire preuve de cécité politique. C'est la répétition sporadique mais ancienne de ces événements par des délinquants toujours les mêmes qui devrait être prise en compte par nos dirigeants et perçue comme un signal inquiétant. Gouverner, c'est prévoir dit-on. C'est aussi voir à la fois loin et large, tout le contraire de ce que fait le monde politico-syndical lorsqu'il n'envisage que des mesures judiciaires pour résoudre les problèmes au coup par coup.

Et si on appelait un chat un chat, et l'adversaire l'islamisme; qu'advierait-il ?

Les réponses sont diverses et l'une des plus intéressante fut donnée par M. Juppé lorsqu'il répondit à l'un de ses interrogateurs : "Vous voulez la guerre civile ?".

Quel aveu implicite !

Sauf qu'à force de placer le poids de la peur sur le couvercle de la marmite pour en cacher l'ébullition, la pression ne peut que s'accroître avec un risque d'explosion violente. Un peu d'intelligence et beaucoup de courage seraient nécessaires pour vider l'abcès, mais le Français ordinaire voit bien que si nos éminents dirigeants peuvent être crédités de la première ces qualités, la seconde en revanche semble leur faire singulièrement défaut

Lactalis par Francis Demay

En définitive, la société Lactalis est victime de la production industrielle.

Ce n'est pas forcément le meilleur moyen de fabriquer dans l'agro-alimentaire, où les contrôles de qualité sont autrement plus subtils que pour produire une voiture.

En revanche, la prétention de l'Etat – Monsieur Bruno Le Maire en tête – est difficilement supportable quand on prétend donner des leçons de gestion et/ou de rigueur au chef d'entreprise.

Pourtant le personnel de la DGCCRF, qui aurait été "remarquable d'efficacité", semble bien avoir connu des difficultés pour faire son travail dans lesdits contrôles. Autrement dit, on doit comprendre que la classe politique est exemplaire – comme on en a eu la preuve du contraire depuis des décennies –, au point qu'il a fallu voter une loi sur la moralisation de la vie publique...

Il serait temps de savoir raison garder, et de faire preuve de plus de modestie !

Enfin, pour répondre aux inquiétudes, voire l'angoisse, des familles des nourrissons atteints par la salmonellose, Madame Agnès Buzin – ministre(sse) des Solidarités et de la Santé – doit s'assurer personnellement que chaque enfant est bien suivi et traité dans les meilleures conditions possibles.

Laurent Wauquiez par Jean-Marc Mercier

L'éducation nationale s'est démocratisée en atténuant, voire en supprimant, les obstacles au cours des 7 dernières décennies. Les diplômes n'ont donc plus une grande signification, tout principalement en lettres, avec la disparition du latin et du grec autrefois très sélectifs.

On trouve encore une petite exigence de rigueur en sciences. Un vieil adage dit: "au royaume des aveugles, les borgnes sont rois."

Avec ses diplômes d'histoire et sa réussite à des concours relativement prestigieux (ENS, agrégation, ENA...) Laurent Wauquiez se situe aujourd'hui incontestablement parmi les élites universitaires.

Il n'apparaît cependant pas comme étant doué d'une grande intelligence. L'alliance des droites est aujourd'hui indispensable pour reconquérir le pouvoir. Nicolas Sarkozy a été battu en voulant singer le Front National, la copie étant toujours plus mauvaise que l'original.

Il en sera de même pour le nouveau président des Républicains en 2022.

Emmanuel Macron, endoctriné par la secte écolo, manifeste des faiblesses évidentes à tout scientifique, au niveau de l'importance qualitative et quantitative de l'énergie. Il pourrait bien provoquer, en la matière, une bulle financière verte plus désastreuse en économie que celle d'internet.

L'immigration et le "fiscalisme" vont également poser de sérieux problèmes à la France et à l'Europe; d'autant plus que le chômage, sous toutes ses formes, aggravera la pauvreté.

L'alliance avec l'écologie politique a coulé François Hollande. En sera-t-il de même pour l'actuel chef de l'État ? Oui, probablement, s'il persiste.

Une chose est certaine. Le refus affirmé d'alliance électorale du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes avec le F.N. ne lui laisse aucune chance d'être élu un jour à la Présidence de la République.

Quand les policiers poseront leur képi par Jacques Guillemain

Les 18 000 policiers et gendarmes blessés dans l'année, personne n'en parle. Mais la moindre interpellation un peu musclée d'un immigré récalcitrant, émeut toute la classe politique, monopolise la presse mielleuse et déclenche les foudres de l'IGPN ou de l'IGGN.

26 policiers et gendarmes sont morts en service en 2016, qui s'en soucie ?

Mais l'affaire Théo, avec le président Hollande accouru précipitamment au chevet de l'intéressé toutes affaires cessantes, on en a parlé pendant 6 mois, faisant systématiquement le procès de la police accusée de brutalités quotidiennes.

Nos policiers et gendarmes sur le banc des accusés, c'est la norme, du moins en France, où les forces de l'ordre sont abandonnées par le pouvoir.

Encore deux policiers blessés à Argenteuil, suite au contrôle d'identité de trois individus qui se rebellent. Incident qui fait suite au tabassage de deux autres policiers par une horde sauvage, au soir de la Saint-Sylvestre. Les faits :

Trois hommes sont repérés dans un véhicule en stationnement. Forte odeur de cannabis. Un contrôle est décidé par la patrouille de police.

Mais le contrôle tourne mal. Les 3 lascars refusent d'obtempérer, les coups pleuvent.

30 à 40 "jeunes", sortis de nulle part, arrivent aussitôt pour prêter main forte aux rebelles et deviennent menaçants.

Heureusement, des renforts de police arrivent rapidement, évitant que la situation ne dégénère totalement et vire au drame.

Les 3 individus sont arrêtés.

Bilan : 30 jours d'arrêt de travail pour la policière qui a eu un doigt brisé et 10 jours pour son collègue masculin, frappé au visage.

Tel est le lot quotidien de nos policiers et gendarmes, auxquels nos dirigeants totalement soumis et apeurés, ont ôté toute autorité, uniquement pour ne pas stigmatiser toute une jeunesse immigrée qui refuse de s'intégrer et voue une haine sans limite aux policiers et autres représentants de l'Etat. Toute la chaîne hiérarchique de l'Etat a peur et capitule lâchement !!

Imagine-t-on une telle situation à Tunis, Alger ou Rabat ?

Dans ces pays, un refus d'obtempérer mène automatiquement à un tabassage en règle au poste de police, faisant passer au rebelle le goût d'y revenir.

Et pas de sanglots dans la presse pour dénoncer la brutalité policière !!

Pas de police des polices pour sanctionner les défenseurs de l'ordre.

Au Maghreb, ce sont les policiers qui font la loi, pas les racailles. Il n'y a qu'en France qu'on voit une telle démission de l'Etat et une telle complicité des médias pour défendre l'indéfendable.

Ce qui prouve que le laxisme judiciaire et le renoncement permanent de nos politiques capitulards, sont la cause majeure de l'insécurité dans ce pays. Car le laxisme est total :

- Aucune volonté politique de restaurer l'autorité des policiers.
- Aucune volonté politique de sanctionner sévèrement la racaille.
- Aucune volonté politique de couper les prestations sociales aux délinquants.

C'est la brasse coulée généralisée. Il n'y a plus d'Etat, plus aucune réponse pénale.

Mais pendant que les Français ont peur et que nos policiers sont en danger permanent (plus de 18 000 policiers et gendarmes blessés en 2016), Emmanuel Macron a renforcé sa propre protection en octobre 2017. Aux 77 policiers chargés de sa sécurité, il a ajouté 50 policiers pris sur les effectifs de la Préfecture de Police pour les affecter à l'Elysée.

Si 11 millions de Français ont peur d'être agressés dans leur propre quartier, et même chez eux (ONDRP), c'est le dernier souci d'Emmanuel Macron !

Le gouvernement refuse toujours d'insérer dans le Code pénal, un délit spécifique pour les agressions de policiers.

La peine encourue pour violences à un représentant de l'autorité publique va de 3 à 5 ans de prison. Et même 15 ans si ces violences ont été commises avec arme ou lors d'un guet-apens.

De plus, notre justice laxiste n'applique jamais ces peines.

En 2016, la moyenne des peines pour agressions envers les policiers n'a pas dépassé 5,3 mois de prison ! (JDD)

Rappelons que le policier qui avait giflé un migrant récalcitrant a écopé de 6 mois ferme ! Pas de circonstances atténuantes pour ceux qui nous protègent !

Quant aux peines plancher elles ne sont jamais appliquées puisque ce sont les juges qui conservent la décision en denier ressort. Ce sont des peines "suggérées" aux juges !!

Evidemment, devant un tel désastre, la chancellerie se rebiffe, affirmant que 77% des 2900 personnes condamnées pour violences contre les représentants de l'autorité ont écopé de peines de prison, dont 50% de prison ferme ! Mais 90% de ces peines sont de moins d'1 an, donc sans aucun effet, car toute peine inférieure à 1 an n'est plus exécutée, même en cas de récidive. Tout condamné ressort donc totalement libre du tribunal. Certains condamnés seront astreints au port d'un bracelet électronique. La belle affaire !

En banlieue, s'attaquer à un policier est considéré comme un haut fait d'armes. On devient un vétéran de la castagne contre les flics et porter un bracelet électronique, c'est encore plus valorisant que de porter la Légion d'Honneur ! Rien de tel pour asseoir le prestige d'un caïd !

En conclusion, nous avons chaque année des milliers d'agression de policiers et gendarmes, chiffre en augmentation exponentielle, et pas une seule peine de prison réelle !

Elle est pas belle la vie pour les loubards ?

Je me demande comment police et gendarmerie peuvent encore trouver des volontaires pour se faire tabasser, voire tuer (26 tués en 2016), avec un tel manque de soutien de l'Etat !

Un jour viendra où ils poseront tous le képi et la casquette par terre.

Nos éditoriaux de la semaine

Les promesses de Macron par François Schoenfelder

L'attentisme prévaut. Aucune des promesses les plus courageuses n'a été tenue jusqu'à présent. La réforme du droit du travail n'est qu'une réformette qui touche principalement le secteur déjà exposé. Rien au sujet du secteur protégé qu'il conviendrait d'optimiser. Rien non plus sur la diminution du nombre des parlementaires. Évidemment aucune réduction des bureaucraties et toujours plus de lois et de règlements qui compliquent la vie des particuliers comme celle des entreprises.

Avec tout cela notre balance commerciale continue à être déficitaire et l'État de plus en plus endetté malgré un taux d'imposition record.

De très nombreuses solutions existent pour diminuer drastiquement le nombre des fonctionnaires, le tout avec des services aussi bons, sinon meilleurs.

Utiliser l'ordinateur interactif et internet pour la transmission des connaissances scolaires permettrait de réduire le nombre des professeurs. Ces derniers deviendraient, des managers d'enseignement dans le second degré ou des chercheurs dans l'enseignement supérieur.

Le bouche-à-oreille et les notes manuscrites sont devenus, en grande partie, obsolètes.

S'agissant des forces de l'ordre, il convient de réhabiliter la légitime défense en toute priorité et de mettre les policiers de proximité dans les zones sensibles où ils hésitent à intervenir en petit nombre.

Mais -in fine- le problème crucial deviendra l'éradication de la grande pauvreté, amplifiée par le chômage, et accrue par une immigration souvent inemployable. Le revenu (pas salaire) universel se substituant en grande partie au 720 milliards de dépenses sociales peut-il être envisagé, dans certaines conditions à définir ?

Bon courage M. Macron!

Les limites du droit d'asile par Gérard Gelé

Nous en avons vaguement entendu parler puis, le fil de l'actualité déversant quotidiennement son lot de nouvelles insupportables, nous l'avons oublié.

Depuis avril 2016, les demandeurs d'asile bénéficient d'une carte de retrait bancaire leur permettant de profiter de l'ADA (allocation pour demandeur d'asile), délivrée par l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) et octroyée généreusement par l'État.

On apprend, ainsi, que les étrangers de plus de 18 ans entrés par effraction dans notre pays... un détail, en possession de leur attestation de demandeur d'asile y ont droit.

Mais, attention : ils devront « avoir accepté les conditions matérielles qui [leur] ont été proposées par l'OFII ».

Eh oui, après avoir vécu l'enfer sur terre en fuyant leur famille abandonnée dans un pays en guerre, certains ne trouvent pas leur hébergement gratuit à leur goût.

Quant à leurs ressources mensuelles, elles ne devront pas dépasser l'équivalent du RSA.

Mais quand on sait que la traversée de la Méditerranée coûte entre 4.000 et 6.000 dollars par personne on s'interroge, pour déboursier pareille somme, sur leurs revenus perçus dans leur pays d'origine.

Le montant, maintenant. 6,80 euros pour une personne seule et par jour, soit 204 euros mensuel. 10,20 euros pour deux, et ainsi de suite jusque 37,40 euros pour dix personnes. Service-public.fr ne s'aventure pas au-delà de ce chiffre. 5,40 euros supplémentaires si le demandeur d'asile n'est pas hébergé. Pas de quoi faire la noce, rétorqueront les indécrottables immigrationnistes.

Sauf qu'il y a cumul. Quand vous touchez l'ADA, vous êtes non seulement hébergé, mais vous avez droit « au transport, aux soins médicaux et à l'éducation ». 80.000 personnes étaient enregistrées en tant que demandeurs d'asile en 2015, plus de 85.000 en 2016, 100.000 en 2017. Une courbe exponentielle que le gouvernement n'a, de toute évidence, aucune intention d'inverser.

Il serait vain d'énumérer tout ce à quoi d'autres ont droit les étrangers illégaux ou légaux, pendant que dix millions de Français (ou quelque chose d'approchant) tirent le diable par la queue.

Pendant que la classe moyenne, chez nous, mais aussi en Europe, décline lentement mais sûrement. Pendant que nos étudiants peinent à financer leurs études ou que des milliers de familles modestes attendent des années un logement social alors que, chaque nuit, rien qu'à Paris, 35.000 migrants sont logés gratis, parfois même depuis des années.

Et après cette énième « insulte à la France qui travaille », comme s'émeut un député, le gouvernement, pour qui l'argent ne manque jamais pour les immigrés, en même temps qu'il nous demande de « faire des efforts », a prévu pour cette année 300 millions de plus pour en accueillir encore plus. De son côté, l'Union européenne se servira des fonds de la PAC pour en implanter encore davantage dans nos campagnes. Nos paysans apprécieront.

Cette ADA, aucun de nous jamais ne l'aura. Que penserait-on de parents qui légueraient leur héritage à de parfaits inconnus ? On les dirait injustes, indignes, immoraux. On dirait qu'ils ont trahi leurs enfants.

Nos gouvernants ne font pas autre chose.

Langue de bois

Les événements de Champigny ont donné lieu dans tous les médias à un festival de langue de bois. Tout le monde a détourné le regard de l'essentiel (qui ?) pour le tourner vers l'accessoire (les excuses). Les syndicalistes ont dénoncé le manque de moyen; l'adjoint au maire a pointé un doigt suspicieux vers les organisateurs de la soirée privée; un honorable barbu a souligné la misère et la précarité des quartiers défavorisés. Les politiques, ministre de l'Intérieur en tête, nous ont servi le traditionnel refrain: « Nous serons intransigeants envers les coupables dès que nous les aurons appréhendés. » Or les circonstances des faits sont suffisamment connues, vidéos à l'appui, pour qu'une information objective puisse en faire relation. Nous attendons toujours qu'elle nous soit donnée. Nous savons seulement que les agresseurs étaient jeunes, nombreux, qu'ils venaient de quartiers défavorisés, qu'ils n'aimaient pas les policiers et qu'ils se sont évanouis dans la nature

Paul Turbier - 4VH

Tailler dans les subventions

Pour endiguer le chômage, Jacques Chirac a favorisé le tissu associatif qui coûte aujourd'hui aux contribuables environ 50 milliards d'euros par an en subventions. La misère, l'immigration, le racisme, la sexualité, la laïcité, le nucléaire, la souffrance animale, la violence...servent ainsi de prétextes pour exister et prospérer. Nous devons à ces associations, très présentes dans les médias, dans l'administration, et dans la magistrature, la dictature du politiquement correct. Elles ont un rôle déterminant dans l'invasion migratoire. Mais aussi dans la limitation des libertés. Personne ne peut être opposé à ces business à condition qu'ils se financent eux-mêmes. C'est le cas dans les pays libéraux où les usagers s'organisent en contrepouvoir. M. Macron s'est engagé à faire des économies. Alors pourquoi ne pas tailler dans le budget des aides aux associations?

Albert Kulhmann - Valeurs Actuelles

Macron ronron

Sur le fond, nous avons eu droit à un discours, plutôt long, sans souffle ni âme : du Macron ronron pur et dur ! Le piètre plagiat, auquel il s'est laissé aller en reprenant une phrase choc de la campagne présidentielle de JFK en 1961 est très révélateur de la personnalité ambitieuse du président. Enfin, il semble toujours avoir un problème avec la souveraineté française : il ne traite que de celle de l'Europe

Francis Demay - Marianne

*Pour recevoir gratuitement notre Lettre Hebdomadaire
Envoyez une demande à groupelignedroite@orange.fr*